
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXX.

Du Samedi 9 Janvier 1790.

Séance de jeudi soir.

ON a lu la lettre de M. Necker & celle de M. le Couteux de Canleu à l'assemblée nationale, touchant la nomination de ce dernier à la place de caissier de l'extraordinaire.

« Ce n'est pas à l'assemblée à décider si M. le Couteux doit accepter, a dit M. d'Aiguillon; c'est à sa délicatesse à prononcer si une place de finance est compatible avec les fonctions de représentant: qu'ainsi, il n'y avoit lieu à délibérer.

Ce motif a été soutenu par MM. Grangier & de Clermont-Tonnerre, qui ont rappelé une pareille question jugée de même, concernant M. d'Aguesseau nommé membre du conseil des finances.

L'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer quant à présent.

M. Goupille de Préfeld a dit que les juges inférieurs du royaume pensoient qu'ils n'étoient pas compétens pour

Tome V.

G g

connoître des crimes de lèse-nation , & que cette erreur pouvoit être dangereuse dans un temps de trouble & d'insurrection ; il a proposé en conséquence un projet de décret en ces termes :

« L'assemblée nationale déclare que non obstant l'affirmation provisoire donnée au châtelet de Paris de la connoissance des crimes de lèse-nation , les juges des lieux peuvent informer & décréter en cas de crime de lèse-nation comme pour tous les autres crimes ; même interroger les accusés , à la charge de renvoyer ensuite la procédure & les accusés qui auroient été arrêtés , au châtelet de Paris.

M. Dillon opposoit, qu'avant de livrer l'instruction de ces crimes aux juges inférieurs, il falloit en fixer par une loi la nature & la qualité.

M. Long insistoit pour que le décret proposé fût adopté , mais il a été ajournée à samedi , deux heures.

M. l'abbé Gouttes , membre du comité des finances , a fait un rapport relatif à la ville de Rouen. Il a demandé une interprétation de ces mots , *la commune* , après avoir exposé les besoins du peuple de Rouen , & la nécessité d'y pourvoir , il a proposé de substituer au mot *commune* , ceux de l'assemblée générale du corps municipale & électoral & des notables élus.

M. Robespierre disoit que les notables sont une espèce d'aristocratie qui n'est point la commune , c'est-à-dire la généralité des citoyens à laquelle seule appartient le droit de voter l'imposition.

» L'impossibilité qu'on allègue , disoit-il , est évidemment chimérique , puisqu'elle a été convoquée pour nommer des députés à l'assemblée nationale , & qu'elle va l'être pour former une nouvelle municipalité. Je demande , au nom du peuple & du droit national , que les municipi-

paux de Rouen soient tenus de convoquer la généralité des habitans pour délibérer sur la contribution nécessaire au soulagement de leurs concitoyens indigens. »

M. Duport vouloit qu'on attendit la nouvelle formation des municipalités pour pouvoir consulter la commune.

L'opinion du comité a été adoptée.

M. l'abbé Gouttes a encore fait un rapport pour imposer les châteaux, maisons de campagne, parcs & Jardins: le plan de décret qu'il a proposé, a excité de grands débats. »

M. Grangier vouloit imposer les parcs comme les meilleurs fonds du territoire.

M. de Foucaud a dit qu'il méritoit d'autant plus d'être entendu, qu'il étoit du pays des Châteaux; il pensoit que le décret proposé pouvoit être funeste au Périgord, & que le comité étoit parti de fausses bases.

Suivant M. de Marguerittes, les châteaux devoient être imposés comme les autres maisons par la superficie.

M. Camus proposoit de décréter que les maisons de campagne ci-devant appelées châteaux, fussent imposées comme le meilleur fond.

M. Gleizen les imposoit sur le pied du prix qu'elles pourroient être louées.

M. Muguet disoit que c'étoit un tort fait à la société, de consacrer aux jouissances du luxe des fonds destinés à nourrir plusieurs familles; il vouloit qu'on les imposât, ainsi que les bâtimens inutiles à l'agriculture, sur un pied double de l'imposition des meilleurs fonds du territoire.

Quoique la discussion ait été fermée, les débats se sont continués d'une manière tumultueuse.

MM. Prieur, Foucaud, Garat, Despréménil, Long, Lavie, Lapoute & Nogaret ont pris la parole. Quelques-uns demandoient la suppression du nom de *château*, puis-

que le régime féodal étoit aboli ; mais cela n'a pas été adopté.

On a donné la priorité à un projet de décret proposé par M. de Menou : la division ayant été demandée & une nouvelle discussion ouverte sur ce point, M. Bouche a observé qu'aucune province ne réclamoit un pareil décret, & que le rôle des impositions étoit déjà fait ; qu'ainsi il falloit réduire le décret à l'élection de Paris ; ce qui a été décrété.

M. de la Ville-aux-Bois ayant ensuite demandé le renvoi de la délibération , elle a été ajournée.

Séance d'hier.

Après la lecture des procès-verbaux faite par M. Treillard, plusieurs membres ont demandé que la réponse de M. Despréménil au désaveu de M. Bailly, fût insérée dans celui de la veille : on y a mis en conséquence que M. Despréménil, qui avoit avancé le fait désavoué par M. Bailly, avoit répondu que dans un moment où l'on se permettoit d'accuser sur des bruits vagues, il avoit pensé qu'un membre du corps législatif pouvoit défendre un absent sur des bruits de la même nature.

On a lu une adresse d'adhésion, remerciemens, respect & reconnaissance des non-catholiques de la ville & sénéchaussée de Saint-Maixent en Poitou, envoyée à l'un des députés de cette ville ; ils le remercient de l'envoi du décret du 24 du mois dernier, & le prient de couronner son ouvrage en devenant leur organe auprès de l'assemblée nationale, en lui peignant leur joie, leur sensibilité & leur respectueuse reconnaissance.

Parmi les adresses nombreuses dont il a été fait mention, nous ne ferons connoître que celle des volontaires

de la garde nationale d'Angers, qui mérite de trouver ici une place distinguée.

La voici : |

N O S S E I G N E U R S ,

« Les volontaires de la garde nationale d'Angers, instruits que le parlement de Rennes, malgré d'itératives lettres de jussion, refuse d'enregistrer le décret qui proroge les vacances des parlemens ;

» Invités par plusieurs adresses des volontaires bretons, leurs amis & leurs frères, à renouveler le pacte d'union promis, juré & exécuté par les jeunes citoyens de la Bretagne & de l'Anjou, lorsque la France commençoit à s'indigner d'être courbée sous le despotisme ministériel, & annonçoit la révolution que votre sagesse a opérée ;

» Considérant que la *féditieuse* résistance du parlement de Rennes, est d'autant plus condamnable qu'elle peut occasionner un embrasement général, dans un moment où le royaume est composé d'élémens combustibles & d'individus mécontents, qui cherchent à perpétuer l'anarchie ; persuadés que c'est au milieu des désordres, qui en sont inséparables, que l'aristocratie expirante peut encore se ranimer ;

» Considérant que les ennemis du bien public, sous le voile hypocrite d'un patriotisme affecté, trompent le peuple, & l'égarent sur ses véritables intérêts ; que depuis quelque temps, ils répandent avec profusion des écrits incendiaires, où les dignes représentans de la nation sont voués au ridicule le plus amer, & à la haine publique, par des suggestions perfides, par des soupçons adroitement semés, & par des calomnies scandaleusement controuvées ;

» Considérant que ces manœuvres tendent à altérer le respect & la confiance que les peuples doivent à l'assemblée nationale, dont l'autorité légitime & reconnue est le

seul ressort actif qui maintienne encore l'ordre , & qui empêche la dissolution de l'empire,

« Considérant que la contre-révolution que les aristocrates desireroient , seroit pour la France un malheur dont les effets sont incalculables , parce qu'elle ne pourroit avoir lieu qu'en versant des flots de sang.

» Considérant qu'il importe au salut de la patrie que les bons citoyens se coalisent pour la défendre ; que la force active de l'état , résidant essentiellement dans les jeunes volontaires , il importe que l'association fraternelle des Bretons & des Angevins se propage dans toutes les parties du royaume , & forme une masse de puissance capable d'épouvanter les pervers , en leur montrant des bras toujours armés pour les rendre responsables , sur leurs têtes , des malheurs publics dont ils seroient l'instrument ou la cause.

Considérant que les corps de volontaires ne peuvent être vraiment utiles , s'ils sont distingués des gardes nationales , s'ils sont assujettis à un régime différent , & s'ils ne sont pas unis par les mêmes principes & par le même intérêt.

Il a été arrêté.

1°. Qu'ils déployeront toutes leurs forces pour maintenir les droits de l'homme , la constitution de l'empire & les décrets de l'assemblée nationale.

2°. Que le pacte d'union sera renouvelé & à jamais consolidé entre les jeunes citoyens de la Bretagne & de l'Anjou.

3°. Que les volontaires des autres villes du royaume seront invités de présenter des adresses à l'assemblée nationale pour la supplier , lorsqu'elle organisera le pouvoir militaire , de conserver & de sanctionner , sous un mode uniforme , les corps de volontaires , comme émanation & comme faisant partie des gardes nationales.

4°. Que le présent arrêté sera envoyé à MM. les volontaires des autres villes & aux jeunes citoyens sous quelque dénomination qu'ils soient attachés aux drapeaux de la nation.

« D'après cet arrêté, Nosseigneurs, nous avons l'honneur de vous supplier, de conserver dans le mode nouveau que la garde française attend de votre bienveillance, une association de jeunes citoyens, qui, pour récompense de leur service, ne demandent que la permission de les continuer légalement.

Nous avons l'honneur d'être avec un profond respect, &c.

M. Barrère de Vieuzac a présenté le don patriotique des officiers de la sénéchaussée de Tarbes; ils ont délibéré unanimement de rendre la justice gratuite & d'augmenter de zèle & d'activité pour l'administrer; ils offrent encore à la nation la finance de l'office de lieutenant-général d'épée, avec les arrérages des gages de cet office qui sont dus depuis 1775, ainsi que les arrérages des gages qui sont dus à chacun des officiers de ce siège.

On a applaudi à ce don patriotique, comme à celui de la sénéchaussée & présidiale d'Auch, qui depuis plusieurs jours avoit donné le même exemple de générosité.

M. Dubois de Crancei a dit, qu'il étoit allé dans sa province à cause des troubles qui y régnoient; qu'ils étoient apaisés dans ce moment; il a assuré que toutes les frontières étoient bien gardées, les communications libres dans l'intérieur, & le blé diminué de 20 sols par cartel pesant 40 livres. Il a présenté ensuite un don patriotique de quatre-vingt mille livres, au nom de sa province.

On a demandé l'impression de l'adresse de Péronne, qui annonce que la contribution patriotique de cette ville s'élève déjà à la somme de quatre-vingt douze mille cent cinq livres.

Les officiers municipaux, comme juges civils & criminels, offrent de rendre la justice gratuitement. » Le patriotisme, porte cette adresse, a cessé d'être une vertu particulière; depuis que l'exemple des représentans de la nation en a fait un devoir pour tous les citoyens. »

Les chanoines de l'église de Carcassonne ont offert 200 marcs d'argenterie, & ce don a été très-applaudi.

M. Thouret a continué de lire l'instruction sur les corps administratifs de districts & de département, & a proposé ensuite un projet de décret.

M. Regnaud a demandé quelques explications sur l'éligibilité & la cotisation de la somme pour être éligible: cet objet a été renvoyé au comité de constitution; il en a été de même d'une demande formée par M. de Clermont-Tonnerre.

M. de Toulangeon en a proposé un autre relatif à la formation des cantons qu'il croyoit nécessaire de déterminer en même temps que les districts.

Voici le décret qui a été adopté.

» Les députés qui auront fixé les cantons de leurs départemens d'ici à huit jours, seront autorisés à les produire, & cette division sera suivie provisoirement pour les premières élections seulement. »

M. Target rappelant la distinction déjà faite pour les municipalités, entre les articles constitutionnels & les articles réglementaires, a demandé que l'assemblée se réservât de faire cette distinction.

M. Fréreau vouloit que l'instruction qui venoit d'être lue, ne fût présentée qu'à l'approbation du roi.

M. Casales demandoit la question préalable sur la motion de M. Target, mais M. Barnave en a prouvé l'inutilité par la nécessité d'expliquer clairement les intentions de l'assemblée.

On est allé aux voix. La question préalable a été rejetée.

On a adopté l'amendement de M. Target ; & la motion principale a été décrétée en ces termes :

» Que les décrets de l'assemblée nationale rendus sur la formation tant des assemblées primaires d'électeurs , que des administrations de département & districts , rédigés & classés dans l'ordre que l'assemblée a adopté par son décret du 22 septembre dernier , soient présentés à l'acceptation du roi , & l'instruction qui vient d'être lue , à son approbation ; que sa majesté soit suppliée de les envoyer aux tribunaux , corps administratifs & municipalités pour être transcrits dans leurs registres , & publiés sans délai dans tout le royaume ; qu'elle soit également supplié de prendre les mesures les plus convenables pour que l'exécution en soit utilement surveillée & dirigée en chaque département , & pour que les convocations des assemblées qui doivent élire les membres des administrations de département & de district , aient lieu au plus tard le 15 février prochain.

» L'assemblée nationale se réserve de distinguer dans les articles de son décret relatif aux assemblées représentatives & aux corps administratifs , les articles constitutionnels , de ceux qui ne sont que réglementaires ».

Nous ne dirons rien de la motion faite par M. Gourdan ; tendante à ce que dans chaque assemblée de district , avant de composer la liste des éligibles au district , au département & à l'assemblée nationale , on déterminât parmi les membres non - éligibles un certain nombre de membres éligibles. A peine ces mots ont-ils été prononcés , qu'une partie de l'assemblée a frémi pour l'existence du décret du marc d'argent , & a voulu empêcher l'orateur de continuer ; comme s'il pouvoit être constitutionnel d'écarter de l'éligibilité , dont la confiance est la seule base , des citoyens qui n'auroient pas assez de fortune pour payer une impo-

fuion déterminée ; mais ce n'étoit point en rassemblant les décrets des corps administratifs , qu'on devoit s'occuper d'un décret concernant le corps législatif seulement.

M. Bureau de Pusé a fait au nom du comité de constitution , un rapport sur la fixation des départemens qui a prouvé les progrès que cette grande opération a déjà faits , il n'y a des contestations que sur quatre départemens. Les autres questions de localités sont minutieuses & la formation des districts va être faite incessamment , nous rendrons compte de cet intéressant rapport , & du projet de décret qui en a été la suite.

M. le président a annoncé que les membres de la chambre de vacations de Rennes demandoient à être admis à la barre ; ayant été introduits , M. le président leur a annoncé avec beaucoup de dignité , le vœu de l'assemblée nationale.

Voici son discours :

MESSIEURS,

L'assemblée nationale a ordonné à tous les tribunaux du royaume de transcrire sur leurs registres , sans retard , & sans remontrances , toutes les loix qui leur seroient adressées. Cependant vous avez refusé l'enregistrement du décret qui prolonge les vacances de votre parlement. L'assemblée nationale étonnée de ce refus , vous a mandés pour en savoir les motifs. Comment les loix se trouvent-elles arrêtées dans leur exécution ? Comment des magistrats ont-ils cessé de donner l'exemple de l'obéissance ? Parlez : l'assemblée juste dans les moindres détails , comme sur les plus grands objets , veut vous entendre , & si la présence du corps législateur vous rappelle l'inflexibilité de ses principes , n'oubliez pas que vous paraissez aussi devant les pères de la patrie , toujours heureux de pouvoir en excuser les enfans

& de ne trouver dans leurs torts que les égaremens de leur esprit & de simples erreurs.

M. de la Houffaye a pris la parole. Son discours forme un contraste si étrange avec les maximes salutaires dont la France retentit depuis six mois , que nous avons cru devoir consigner ici cette pièce en entier , pour montrer jusqu'à quel point les anciennes corporations, trop susceptibles quelques fois de l'esprit du siècle , sont presque toujours impénétrables aux véritables lumières publiques.

Ce discours prouvera que c'étoit un des grands inconvéniens de l'usage des enregistremens judiciaires , que la triste nécessité de subordonner des loix , dont l'essence est de changer avec les circonstances , à l'examen de certains corps dont les maximes ne changent pas. Voici l'exposé des motifs de la conduite des magistrats de Rennes : Il n'est pas de citoyen qui ne s'étonne de ce qu'on tient à une nation libre assemblée le même langage qu'on tiendrait à des ministres pervers ou au despotisme audacieux.

M E S S I E U R S ,

« Impassibles comme la loi dont nous sommes les organes , nous nous félicitons de pouvoir donner en ce moment au plus juste des rois , une grande preuve de notre soumission , en exposant aux représentans de la nation les motifs & les titres qui ne nous ont pas permis d'enregistrer les lettres patentes du 3 novembre 1789 , portant continuation des vacances de tous les parlemens du royaume. Il n'est point de sacrifices qui paroissent pénibles à de fidèles sujets , lorsque , commandés par un monarque vertueux , il ne sont réprouvés ni par les devoirs sacrés de la conscience , ni par les loix impérieuses de l'honneur.

» Les lettres patentes du 3 novembre étoient adressées au parlement de Rennes , & nous n'en étions que quelques

membres isolés ; nous ne formions même plus la chambre des vacations. Le terme fixé pour la tenue de ses séances étoit expiré, le 17 octobre précédent elle n'existoit plus, & s'il falloit en créer une nouvelle, le parlement en corps pouvoit seul enregistrer le titre de son établissement.

» Nous étions dispersés dans la province, & nous donnions à nos affaires personnelles le peu de temps qui devoit s'écouler jusqu'à la rentrée du parlement, lorsque chacun de nous a reçu une lettre close, qui lui enjoignoit de se rendre à Rennes pour y attendre les ordres du roi.

« Malgré la distance des lieux, nous nous sommes assemblés le 23 novembre. Le substitut du procureur-général nous a présenté les lettres-patentes du 3 du même mois, mais nous n'aurions pu les enregistrer que par un arrêté & nous étions sans caractère pour le rendre.

« Un motif plus impérieux encore s'opposoit à l'enregistrement de cette loi & de toutes celles qui renversent également les droits de la province, droits au maintien desquels notre serment nous oblige de veiller, & dont il n'est pas en notre pouvoir de consentir l'anéantissement.

« Lorsqu'Anne de Bretagne épousa successivement les rois Charles VIII & Louis XII, lorsque les Bretons assemblés à Vannes en 1532, consentirent à l'union de leur duché à la couronne de France, le maintien de leur antique constitution fut garanti par des contrats solennels, renouvelés tous les ans, toujours enregistrés au parlement de Rennes, en vertu de lettres-patentes, dont les dernières sont du mois de mars 1789.

« Ces contrats que des ministres audacieux ont quelquefois enfreints, mais dont la justice de nos rois a toujours rétabli l'exécution, portent unanimement que non-seulement les impôts, mais encore tout changement dans l'ordre

public de Bretagne, doit être consenti par les états de province.

» La nécessité de ce consentement fut la principale & en quelque sorte la seule barrière que les Bretons opposèrent si courageusement aux édits du mois de mai 1788, & notamment à celui qui mettoit tous les parlemens du royaume en vacances. Cinquante-quatre députés des trois ordres envoyés à la cour de toutes les parties de la province, les commissions intermédiaires des états & les corporations, réclamèrent unanimement cette loi constitutionnelle. Tous les avocats de Rennes, dont plusieurs siègent dans cette assemblée, disoient alors au roi : « Vous ne laisserez pas subsister des projets qui, quand ils n'offrieroient que des avantages, ne pourroient être exécutés sans le consentement des états ; nos franchises sont des droits, & non pas des privilèges, comme on persuade à votre majesté de les nommer pour la rendre moins scrupuleuse à les enfreindre. Les corps ont des privilèges, les nations ont des droits.

» Pour autoriser le parlement de Rennes à enregistrer sans le consentement des états de la province, les loix qui sanctionnent vos décrets, il faudroit, messieurs, qu'elle eût renoncé à ses franchises & libertés ; & vous savez que dans les assemblées qui ont précédé la vôtre, tous les suffrages se sont réunis pour le maintien de ces droits inviolables que nos pères ont défendus, & que nous avons nous-mêmes réclamés avec un zèle si persévérant.

» Vous connoissez le vœu des deux premiers ordres rassemblés à Saint-Briens ; les ecclésiastiques des neuf diocèses qui vous ont envoyé des députés, leur ont enjoint de s'opposer à toutes les atteintes que l'on pourroit porter aux prérogatives de la Bretagne. Les communes de Nantes, Dol, Dinan, Guerrande, Fougères, Quimpert, Carhaix &

Château-Lin , qui forment plus des deux tiers de la province , se sont exprimés plus impérativement encore dans leurs cahiers.

» L'assemblée a arrêté , dit la sénéchaussée de Rennes , que ses députés aux états-généraux seront nommés , à la charge d'y présenter le cahier des griefs de la sénéchaussée , & de s'y conformer , *sur-tout aux articles constitutionnels* , de conserver soigneusement les droits & franchises de la Bretagne , notamment son droit de consentir dans ses états , *la loi , l'impôt & tout changement* dans l'ordre public de cette province ,

» Tous ces cahiers dont vous êtes , Messieurs , les dépositaires , nous ont tracé la route que nous avons suivie , & nous ne craignons pas de le dire aux représentans d'une nation loyale & généreuse ; ils fixent immuablement les bornes de votre pouvoir , jusqu'à ce que les états de la Bretagne , légalement assemblés , aient renoncé expressément au droit de consentir les loix nouvelles ; vouloir les contraindre à les accepter , ce seroit une infraction de la foi publique.

» Telle a donc été , Messieurs , notre position. Le parlement en corps pouvoit seul enregistrer les lettres-patentes qui lui étoient adressées , & nous ne composions même plus une chambre des vacations.

» Cette loi & toutes celles qui ont été rendues sur vos décrets , ne peuvent être publiées en Bretagne sans le consentement de la province. Les *trois ordres* avoient réclamé ce droit inhérent à la constitution. Leur intention connue étoit pour nous une loi inviolable. Nous devions éviter tout éclat ; nous avons fidèlement rempli cette obligation , mais comptables à nos concitoyens du dépôt de leurs droits , franchises & *libertés* , nous n'avons pas dû les sacrifier à des considérations pusillanimes.

» De vrais magistrats ne sont accessibles qu'à une crainte celle de trahir leur devoir. Lorsqu'il leur devient impossible de le remplir, se dépouiller du caractère dont ils sont revêtus, est un sacrifice nécessaire ; deux fois nous l'avons offert, deux fois nous avons supplié sa majesté de nous permettre de reporter, dans la vie privée, le serment, à jamais inviolable, de notre fidélité au monarque & aux lois.

» Vous approuverez, Messieurs, ce sentiment, & lorsque vous examinerez les titres dont nous venons de vous présenter le tableau, vous reconnoîtrez, nous n'en doutons point, que les deux nations sont également liées par les contrats qui les ont unies ; que ces contrats forment des engagements mutuels consentis librement, & que la France peut d'autant moins s'y soustraire, qu'elle leur doit une de ses plus précieuses possessions. »

Signés de la Houffaye, président ; de la Bourdonnaye, de Bonin, Jacquelot du Boisfrouvrai, Fournier de Trelo, de Rosnyvinen.

Un Silence profond, dont les causes paroîtront, sans doute dans la discussion, régnoit dans l'assemblée pendant le discours de ces magistrats. M. le président leur a répondu :

» L'assemblée nationale pesera avec maturité les observations que vous avez cru devoir lui proposer. Je prendrai ses ordres, & vous saurez ses intentions.

À peine ces magistrats ont-ils quitté la barre, que M. le vicomte de Mirabeau est monté à la tribune ; mais M. Chapellier a demandé d'informer l'assemblée des erreurs de fait dont ces magistrats venoient de faire usage ; mais elle a renvoyé la discussion à aujourd'hui.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.